

Brochure n° 3029

Convention collective nationale

IDCC : 493. – **VINS, CIDRES,
JUS DE FRUITS,
SIROPS, SPIRITUEUX
ET LIQUEURS DE FRANCE**
(9^e édition. – Janvier 2006)

AVENANT DU 20 JANVIER 2006
RELATIF AU RELÈVEMENT DU CONTINGENT CONVENTIONNEL
D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES

NOR : *ASET0650278M*
IDCC : 493

EXPOSÉ DES MOTIFS

A la suite de la publication du décret du 10 octobre 2002 ayant porté le contingent légal d'heures supplémentaires de 130 heures à 180 heures par an, des négociations ont été engagées en vue du relèvement du contingent conventionnel d'heures supplémentaires fixé à l'article 34, paragraphe premier, point II, de la convention collective des vins et spiritueux.

Les partenaires sociaux n'ayant pu parvenir à un accord, et compte tenu de la durée des négociations, le conseil national des vins et spiritueux a dénoncé en date du 25 février 2004 les dispositions conventionnelles précitées qui ont cessé d'être applicables à compter du 25 mai 2005 compte tenu des dispositions de l'article 6 de la convention collective nationale.

A la suite de nouvelles négociations paritaires, un accord a pu être trouvé sur les bases ci-après.

Article 1^{er}

L'article 34, paragraphe premier, point II, de la convention collective nationale est ainsi modifié et complété :

1. Les dispositions des 5 premiers alinéas du point II précité (dénoncées le 25 février 2004) commençant à :

« II – Dans chaque établissement ou service de cet établissement, le contingent d'heures supplémentaires... »

et se terminant à :

« au-delà de 41* heures dans les entreprises de plus de 10 salariés. »

sont remplacées par les dispositions ci-après :

« II. – Sans préjudice des dispositions de l'accord étendu du 19 avril 2001 applicable aux cadres et aux salariés itinérants non cadres, dans chaque établissement ou service de cet établissement, le contingent d'heures supplémentaires pouvant être effectuées sans autorisation de l'inspecteur du travail est fixé à 180 heures par salarié et par an.

L'inspecteur du travail devra être préalablement informé ainsi que, lorsqu'ils existent, le comité d'entreprise, ou à défaut, les délégués du personnel.

Le comité d'entreprise ou d'établissement ou, à défaut les délégués du personnel, sont informés, lorsqu'ils existent, de l'utilisation de ce contingent d'heures supplémentaires au cours de leur réunion périodique mensuelle.

L'accomplissement d'heures supplémentaires ouvre droit, pour le salarié, à un repos compensateur déterminé dans les conditions et selon les modalités prévues à l'article L. 212-5-1 du code du travail. »

2. Les dispositions du sixième alinéa du point II du paragraphe premier de l'article 34 de la convention collective nationale, commençant à :

« Les heures supplémentaires effectuées au-delà de la durée... »

et se terminant à :

« 50 % pour les heures suivantes »,

sont dénoncées et remplacées par les dispositions ci-après :

« Les heures supplémentaires effectuées au-delà de la durée hebdomadaire légale du travail, qu'elles soient ou non soumises à autorisation administrative, donnent lieu à une majoration de salaire fixée en application de l'article L. 212-5 du code du travail comme suit :

- 25 % pour les 8 premières heures ;
- 50 % pour les heures suivantes ; ».

Article 2

Au point IV de l'article 34 de la convention collective nationale, les références aux articles D. 212-17 et D. 212-13 sont respectivement remplacées par les références aux articles D. 212-16 et D. 212-12 du code du travail.

Article 3

Il ne pourra être dérogé aux dispositions du présent accord, par voie d'accord d'entreprise ou d'établissement, que dans un sens plus favorable au salarié.

Article 4

Le présent accord conclu pour une durée indéterminée s'appliquera à compter du 1^{er} jour suivant la publication au journal de son arrêté ministériel d'extension.

Fait à Paris, le 20 janvier 2006.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

Conseil national des industries et commerces en gros des vins, cidres, spiritueux, sirops, jus de fruits, et boissons diverses.

Syndicats de salariés :

FGTA-FO ;

CFE-CGC ;

CSFV-CFTC.